

Discrimination et privation de logement dans les villes européennes

RomEurope – 3 février 2022

Projet R-HOME

Roms : logement, opportunités, mobilisation et autonomisation



Cofinancé par
l'Union européenne

Présentation du projet R-Home, CNDH RomEurope

- **1ère partie** (20 mn de présentation puis 10 mn de questions/réponses et échanges)
 - Présentation de l'étude : grandes lignes et généralités (notamment sur le manque de cadre légal autour de l'habitat etc.)
 - Discriminations (accès aux prêts et crédits ainsi que dans le travail social etc.) et qui marginalisent les personnes les plus vulnérables
- **2ème partie** (20 mn de présentation puis 10 mn de questions/réponses et échanges)
 - pistes d'amélioration pour les actions futures, en prenant pour exemple à la fois les pratiques positives et négatives constatées en France
 - Focus sur la spécificité en Ile de France .
 - Outils issus de la recherche qui permettent d'orienter différemment les autorités publiques qui participent à la résorption des bidonvilles : soit la santé et la dignité humaine et non les impératifs d'intégration.
- **3ème partie** (10 mn de présentation puis 20 mn de questions/réponses et échanges)
 - Comment les acteurs publics ou associations peuvent se réappropriier l'étude ?
 - Quelle suite donner à l'étude ?
 - Dialogue avec les participant.e.s autour des conclusions de l'étude et leur réalité de terrain.



Une
question
de
recherche
(et une
question
normative
aussi)

Qu'est-ce qui est
gouverné et qu'est-ce qui
ne l'est pas pour le
logement des Roms dans
les villes ?

Une question normative
également : qu'est-ce qui
fonctionne et qu'est-ce
qui ne fonctionne pas ?

les conditions de logement, la discrimination en matière de logement et les instruments politiques

- Nous avons étudié en **France** la région métropolitaine de Paris, en **Italie** la région métropolitaine de Milan, en **Espagne** la région métropolitaine de Barcelone, en **Hongrie** les villes de Gyöngyös et Miskolc, en **Roumanie** deux municipalités de la région historique de Transylvanie, à Singeorgiu de Mures (comté de Mures) et à Sfântu Gheorghe (comté de Covasna), dans le quartier d'Orko.

Méthode

Une comparaison de **5 contextes**.

Une enquête sur les données existantes.

Un rôle équilibré des **entretiens envers les décideurs politiques**.

Un rôle majeur des **groupes de discussion** avec des cadres de l'administration et des agences privées (2 pour chaque ville).

Le point de vue des **personnes concernées** (20 entretiens dans chaque pays, de nombreuses conversations informelles).

Très fortes limites de la recherche qualitative existante basée sur des études de cas uniques.

Objectif et méthodes

Objectif

- Elaboration de résultats d'**apprentissage mutuel**, de suggestions et de recommandations basées sur les pratiques de logement des Roms.
- en recueillant **les (meilleures/bonnes) pratiques** en matière de logement des Roms dans 5 zones métropolitaines de 5 pays de l'UE (3-3 projets en France, Hongrie, Italie, Roumanie et 2 projets en Espagne)

Méthodologie

- Assurer la **comparabilité** entre les pays, les régions et les pratiques
- ***Pas seulement les meilleures/les bonnes, mais toute pratique pertinente/marquante*** (les éléments satisfaisants et insatisfaisants peuvent être importants) - cette conception de la recherche nous permet d'inclure certaines "pratiques insatisfaisantes" dans l'ensemble, ce qui est également une source d'inspiration très importante pour apprendre ce qu'il faut éviter en cas d'initiatives similaires (dont la planification est en cours).
- ***Les programmes complets*** sont préférés : le programme ne couvre pas seulement le logement, mais d'autres domaines (logement + emploi / éducation / santé / accès aux services publics / autonomisation / anti-discrimination) qu'il est important d'inclure pour un projet d'intégration réussi.
- ***Collecte des données : recherche documentaire***, y compris les évaluations (le cas échéant), **entretiens** avec diverses parties prenantes **visites** sur le terrain

L'environnement bâti extrêmement pauvre

En Roumanie, une femme de 70 ans vivant à Târgu Mureș habite avec son mari dans une petite pièce **sans eau ni gaz** dans la maison. Ils n'ont pas de cuisine ni de salle de bains. Ils font leur lessive dans une cuvette, en amenant l'eau d'une pompe publique extérieure. Dans cette petite pièce, ils dépendent de la **combustion du bois** pour cuisiner et se chauffer.

À Cotuș (Roumanie) également, une personne que nous avons interrogée n'a **ni salle de bain ni cuisine** dans sa maison. M., 47 ans, vit avec son mari et ses trois enfants dans un campement rom à Őrkö, dans un appartement d'une pièce sans eau. Leur électricité est fournie par le voisin.

À Sângeorgiu de Mureș, nous avons parlé avec une femme de 60 ans qui vit actuellement avec sa jeune sœur et le petit fils de celle-ci. Ils vivent tous ensemble dans une pièce, sans cuisine ni salle de bain, utilisant le bois pour cuisiner et pour se chauffer. Bien qu'ils aient l'électricité dans leur maison, ils n'ont **ni eau courante ni gaz**. Lorsque cette femme était jeune, elle vivait dans un appartement de 4 pièces avec 2 salles de bain et une cuisine. Cependant, ses parents ont été contraints de vendre l'appartement car ils ne pouvaient **pas payer les factures**. Après avoir vendu la maison, ils ont acheté cette maison d'une pièce, où vivent actuellement leurs enfants.

Logement et santé

- Près de Târgu Mureș, à Sângeorgiu de Mureș, une femme de 30 ans que nous avons interrogée a acheté sa maison d'une pièce avec son mari grâce à la **subvention** qu'elle a reçue après avoir donné naissance à son premier enfant. Dans son enfance, elle avait tout dans la maison de ses parents : une chambre, une cuisine, une salle de bain. Dans sa situation actuelle, elle a trois enfants et est obligée de vivre avec eux dans un tout petit espace. Quand elle ou son mari ont besoin de se laver, ils demandent à leurs enfants d'aller jouer dehors, dans la rue. Ils n'ont **pas d'eau dans leur maison**, ils doivent donc apporter de l'eau de la pompe publique, faire bouillir l'eau et ensuite se laver dans un bol. La famille ne peut pas agrandir sa maison d'une seule pièce, car il n'y a **pas d'espace** à proximité.
- Le fait de ne pas avoir de salle de bain ou d'eau courante a des conséquences massives sur la santé et le bien-être, ce qui a constitué une base extrêmement vulnérable lors du déclenchement de la pandémie de COVID- 19. À Sângeorgiu de Mureș, les mauvaises conditions de vie de la famille interrogée ont effectivement **affecté la santé de leurs enfants**. Avant de construire une salle de bain intérieure, ils disposaient de toilettes extérieures qu'ils partageaient avec les voisins. En raison des mauvaises conditions d'hygiène de ces toilettes partagées, leur fille a contracté plusieurs infections. Dans de nombreux bidonvilles en France et en Italie, il n'y a **pas de toilettes chimiques**, ni aucun service minimum fourni par l'État ou les autorités locales. La situation est la même dans les entrepôts squattés en France, en Italie et en Espagne. Dans certaines petites villes roumaines et hongroises, et dans les villages, de nombreuses maisons n'ont **pas de système d'égout**, ou un bon nombre de ménages partagent la même salle de bain. L'utilisation commune de la salle de bain par une multitude de familles soulève des **bagarres** et des micro-conflits permanents.

La plupart des politiques portent sur le logement, pas beaucoup plus.

Le logement est au cœur des problèmes de santé.

Le logement est sensible au revenu, mais il dépend également des catégories d'exclusion.

Le logement est financiarisé, du moins pour les prêts bancaires.

Le problème de l'accès aux crédits pour un groupe ethnique stigmatisé est massif, et il pousse vers les marchés alternatifs de crédit informel.

Capacité limitée des marchés de crédit informels à gérer des prêts importants pour Barcelone, Milan et Paris.

Investissements immobiliers dans les zones rurales ou dans le " ghetto gitan ".

TABLE DES MATIÈRES

01	Résumé analytique
Préambule	Remerciements
	Table des matières
	Avant-propos
02	<i>Privation de logement et discrimination</i>
Introduction et méthodologie	<i>Méthodologie</i>
	<i>Sommaire</i>
03	L'extrême dénuement du milieu bâti
Les conditions de logement	Le squat
	L'accès à la propriété privé
	Logements sociaux
	Centres d'hébergement d'urgence
04	<i>La relation avec le système bancaire formel</i>
Les discriminations au logement	<i>La ségrégation résidentielle</i>
	<i>L'insuffisance des services publics et des infrastructures</i>
	<i>Stigmatisation et discrimination territoriales</i>

**Projets, Programmes
et Politiques**

05

Le clivage entre la confirmation ou la rupture de la politique actuelle en matière de logement

Capacités du secteur public et intégration segmentée des roms dans la prestation de services sociaux

L'intégration implique également une planification urbaine importante

Travail social (in)efficace

Leçons apprises

06

Une liste de contrôle de 7 principes de conception et de mise en œuvre

Références

07



Niveau micro

La tendance des migrants roms à cultiver stratégiquement des liens locaux, à majorité ethnique, qui peuvent offrir un soutien dans des domaines où les co-ethniques sont moins utiles.

Romani butji, le "travail" ou "métier" caractéristique des Roms, basé sur l'inventivité, l'adaptabilité et les relations de soutien avec les gazges.

Niveau méso : RÈGLES D'INCLUSION TRÈS PEU CLAIRES

L'une des principales préoccupations des décideurs politiques est liée aux règles de délimitation et aux critères d'écramage pour pouvoir sélectionner qui peut bénéficier des services publics et des allocations.

Les critères d'écramage font référence à la sélection par les services sociaux des bénéficiaires les plus forts, ceux qu'ils pensent être les plus faciles à aider, afin d'afficher de bons résultats à la fin de leur période ou programme.

Certaines décisions suscitent la confusion : parfois, une personne a bénéficié d'une mesure sociale, mais sera exclue d'une autre mesure similaire, sans que l'on comprenne bien pourquoi. Parfois, une personne qui a squatté un appartement vacant pour améliorer ses conditions de logement pourrait ensuite être exclue d'une possibilité de logement social.

CRITÈRES LARGEMENT UTILISÉS

Familles avec enfants

Ayant été dans la municipalité pendant de nombreuses années

Soutenues par un comité local/une association/une ONG/un groupe d'activistes

Sympathiques et ouvertes aux interactions collaboratives

dont les parents travaillent et qui n'ont pas d'antécédents de violence ou de comportement déviant.



QUELS RESSORTISSANTS DES BIDONVILLES SONT INCLUS DANS LES PROGRAMMES DE LOGEMENT SOCIAL ?

- Tout le monde n'est pas inclus.
- La sélection n'est **pas basée sur des critères clairs**, écrits et objectifs.
- Comprendre quel comportement est apprécié et accordé est un "travail".
- La méritocratie est basée sur des "**variables**" relationnelles.
- Les critères de sélection sont si difficiles à comprendre que les travailleurs sociaux et les responsables politiques valorisent leur travail principalement en fonction de leur **capacité à "comprendre"** les critères de sélection, plutôt que de montrer les **conséquences positives de leurs actions**.



INSTRUMENTS D'ACTION PUBLIQUE ANTI-DISCRIMINATION

- Dans les cinq contextes : Aucune des ONG, municipalité, agences que nous avons interrogées n'a **jamais développé de partenariat spécifique avec le système bancaire**, ni à des fins de lutte contre la discrimination, ni pour connaître l'état des produits bancaires offerts aux pauvres, ni pour imaginer des projets possibles ou des **collaborations gagnant-gagnant entre acteurs publics et privés**.
- Tant à Paris qu'à Milan : Les autorités locales ont proposé des **solutions de logement uniquement pour la mère et les jeunes enfants**, divisant de facto l'unité familiale, et tentant de rendre indivisible l'unité du couple dans ses responsabilités parentales.

UN LOGEMENT DE TRANSITION POUR SÉLECTIONNER LES PERSONNES LES PLUS “PERFORMANTES”

- Les parties prenantes que nous avons interrogées considèrent que les logements de transition sont **très coûteux** et les définissent comme des **partenariats intégrés de logements sociaux** et de services sociaux.
- Dans ce schéma, le ménage évolue progressivement dans une sorte de **carrière de méritant** en répondant à des critères prédéterminés, mais la descente à un niveau inférieur après avoir gravement enfreint les règles est également possible.
- Dans le cas de certains programmes en banlieue parisienne, il n'y a **pas de seconde chance**, et enfreindre une règle ou, pire, ne pas accepter une offre de logement est irréversible et a pour conséquence immédiate **l'expulsion du programme**.
- D'autres conséquences pourraient également entraîner l'inscription d'individus ou de familles sur une sorte de **liste noire**, leur fermant l'accès à des programmes similaires, et la quasi-impossibilité de recevoir une aide au logement par la suite.
- L'intention est de **motiver les résidents**, de leur donner du temps pour améliorer leur situation de revenu, le résultat final étant leur propre **vie indépendante**. L'élément indissociable de l'ensemble du dispositif est le **travail social** et le **conseil**, proposés sur place ou à proximité afin de résoudre tout problème personnel (paperasse, questions financières, etc.) et de renforcer la capacité à obtenir un logement stable.



Et alors ?

Nous avons observé une **sélectivité massive** : ceux qui sont capables de combiner des ressources et des liens et des stratégies multiples au sein du ménage peuvent bénéficier de l'aide sociale.

Les autres sont exclus. Les **plus faibles** sont abandonnés.

Ceux qui réussissent ne sont **pas passivement enfermés dans les communautés** soudées et les appartenances attribuées de la parenté et de l'ethnicité.

Même face à de puissantes structures de désavantage, ils peuvent préserver l'agence, les **processus réflexifs d'appartenance élective** et les **capacités stratégiques de mise en réseau** dans une mesure beaucoup plus grande qu'on ne le pensait auparavant.

UN MODÈLE DÉCEVANT

Critères de sélection
basés sur le mérite

Mérite basé sur la
territorialisation, la
scolarisation stable des
enfants, le revenu et la
parenté/politique.

Ecrémage des plus
pauvres/précaires/seuls
:
les moins compétents

Lourde charge liée à
l'incertitude des règles

Un fort profilage
ethnique non écrit par
les travailleurs sociaux
et l'administration

Marchés noirs parallèles

Pour les familles jeunes et fortes ?

Les représentants des Roms, les ONG et les autorités locales pointent du doigt l'unicité des Roms et leur **reconnaissance culturelle**.

Une **méconnaissance** impressionnante de l'**esprit d'entreprise** de la classe moyenne rom dans la ville. Une faible reconnaissance de l'intégration des Roms dans le crime organisé local et transrégional.

Des **abris ethniquement spécialisés** pour les familles roms et des logements transitoires.

Une **pratique de travail social** très contestée.

Une **intermédiation immobilière** très efficace, mais sélective, basée sur le capital social créé par les écoles primaires et les églises (pentecôtistes, catholiques).

	Avant la pandémie	Pendant la pandémie
Macro	Une ouverture lente mais importante des opportunités du marché du travail pour l'intégration subordonnée.	Une grande variété d'activités économiques informelles, dans le secteur de la construction et dans le commerce. Intégration segmentée.
Macro-Meso	Nouveaux mécanismes d'information, nouvelle plateforme de partage des connaissances sur les politiques, ressources consolidées pour l'élimination des bidonvilles.	Les ONG ont fondé leurs connaissances sur les méthodes de community organising pour surmonter l'isolement spatiale, pour « aller vers », pour écouter les besoins et n'abandonner pas les plus démunis.
Méso	Extrêmement variable par agence, par localité, fragmenté et non suivi.	Les nouvelles vagues de squat de logements sociaux comme un échec dans le contrôle et l'application des règles de délimitation des biens publics. Des problèmes chroniques d'évaluation des incitations et des services.
Méso-Micro	Des liens interrompus. Mais une innovation sociale émergente comme l'Agence immobilière à vocation sociale...	Bien développé pour les écoles primaires mais pas pour les agences actives sur le marché du travail ni pour les services sociaux.
Micro	Rencontres violentes et discriminatoires, stigmatisation en lente diminution, ouvertures émergentes.	Peu de rencontres, ségrégation croissante, stigmatisation stable, économie de bazar émergente basée sur la réputation.

Des contextes différents, des mécanismes communs

- La catégorisation ethnique est très forte, même dans des pays comme la France où elle ne peut être ouvertement déclarée.
- **La sélectivité durable se produit parce que les personnes qui contrôlent l'accès aux ressources productrices de valeur résolvent les problèmes organisationnels urgents au moyen de distinctions catégorielles.**
- Fréquemment traités comme des citoyens de seconde zone, pour les autorités locales, la **discrétion est une clé** : il est possible *ou non* d'apporter une réponse aux problèmes de privation de logement des Roms, il est possible ou non de mobiliser et de défendre les Roms contre la discrimination.
- Dans cette situation, on peut noter de multiples conséquences négatives : d'une part, la **corruption**, et d'autre part, une **forte concurrence** et des ruptures de solidarité entre les résidents.

Le manque d'orientation claire du gouvernement concernant la conformité aux lois et règlements anti-discrimination a permis aux organisations d'établir et de légitimer leurs propres mesures de conformité

Tous les acteurs perçoivent cette discrétion désordonnée dans la décision de savoir qui en bénéficiera et qui n'en bénéficiera pas comme un problème. Mais il n'est pas discuté ouvertement : il n'y a pas de réunions délibératives entre les acteurs concernés pour en discuter.

Charles Tilly (1998, p. 15) défend que "la réduction ou l'intensification des attitudes racistes, sexistes ou xénophobes aura relativement peu d'impact sur l'inégalité durable, alors que l'introduction de nouvelles formes d'organisation . . . aura un grand impact".

Confrontés à la rareté des ressources et à la volonté d'évaluer au cas par cas l'intégrabilité et la solvabilité de la famille, les acteurs reconnaissent les problèmes, mais ne prennent pas de mesures en vue d'une éventuelle résolution collective fondée sur la réflexivité.



À tous les
niveaux, nous
devons
examiner les
mécanismes
de
discrimination.

**LEÇONS APPRISSES
: UNE LISTE DE
VÉRIFICATION DES
PRINCIPES DE
CONCEPTION ET
D'APPLICATION**

Considérez le fond du fond, le dernier parmi les derniers.

Un travail social significatif et continu.

Prévenez la détresse financière, ne vous contentez pas de la punir.

Au-delà de la communication et de la coopération, l'information et la transparence.

Cela prend du temps.

La variété des instruments politiques est essentielle.

C'est de la politique, ni plus ni moins que de la politique.

Vidéo 1

https://www.youtube.com/watch?v=Y_Msf6WPvfw

Critères sélectionnés de l'aperçu

Fondamentaux

Domaines couverts / Exhaustivité : Liste des domaines politiques spécifiques abordés par l'intervention (logement seulement ou plus)

Groupe cible : Cible clairement les Roms et/ou les personnes vulnérables

Budget (montant total en EUR)

Objectifs définis et réactifs : Objectifs concrets et réalisables du projet ; la demande (les besoins) de l'environnement (emplacement, localité, personnes).

Participation : Parties prenantes du groupe cible impliquées dans le processus.

Évaluation

Transparence et documentation : Informations claires et détaillées disponibles et accessibles, avec une comptabilité pour chaque étape du processus

Évaluation : Évaluation quantitative et qualitative réalisée et analysée, si disponible.

Validité externe

Réplicable et extensible : De la place pour différents contextes, évoluant horizontalement et verticalement

Innovant : Utilise une nouvelle idée ou improvise de façon unique

Durable : Les effets sont durables, se poursuivant après la fin du programme

Globalement

SWOT

Évaluation **globale** basée sur les facteurs ci-dessus

+ Si pertinent : Impact de la pandémie sur la mise en œuvre et la réussite du projet

Collecte de données et d'informations

Outil : modèle de projet à remplir pour chaque projet qui assure la comparabilité entre les projets.

Méthodologie :

- *Recherche documentaire :*
 - Site web
 - Documentations
 - Évaluations (le cas échéant)
- *Interviews :*
 - Responsable du programme, chef du projet et/ou de l'organisation
 - Fondateur, responsable du programme élargi
 - Autres experts pertinents (indépendants)
- *Visite sur le terrain*
 - Dans le cadre du travail régulier du partenaire (s'il met en œuvre un projet de logement sélectionné pour les Roms)
 - Pendant les réunions transnationales
 - Séparément des réunions

Analyse :

- Évaluation selon le modèle ci-dessus : données, informations, brève description et évaluation des critères d'évaluation easch.
- Analyse SWOT pour chaque programme
- Évaluation globale

Principaux critères de sélection des projets de logement

14 pratiques de logement des Roms dans les grandes régions métropolitaines de Paris, Milan, Miskolc, Targu Mures et Barcelone ont été sélectionnées et examinées en 2020, selon les principaux critères suivants :

- **Emplacement** : Le projet sélectionné doit être mis en œuvre dans la région des partenaires participants, et les partenaires doivent avoir un aperçu et des informations sur les projets évalués ;
- **Succès et transférabilité** : L'initiative devrait être au moins partiellement réussie ; il serait possible d'identifier de bonnes pratiques dans au moins certaines de leurs activités et méthodes, qui pourraient être adaptées dans d'autres endroits ;
- **Complexité** : le projet ne doit pas seulement traiter de l'aspect infrastructurel du logement, mais aussi d'autres domaines pertinents de l'inclusion sociale.
- **Calendrier** : les projets doivent être sélectionnés au cours des 20 dernières années (le projet le plus ancien a été lancé en 2003), les projets sont à la fois terminés et encore en cours (mais avec certains éléments déjà terminés).

Projets sélectionnés par régions métropolitaines

France / Paris

- Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) de Montreuil (Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale à **Montreuil**)
- MOUS de **Saint-Maur**
- Village temporaire d'accueil à **Orly** (Temporary village for reception in Orly)

Hongrie /Miskolc

- **Bagázs** (Sac)
- Programme complexe de **Gyöngyös**
- Programme **Miskolc** számozott utcák lakhatási (Programme de logement dans les rues numérotées de Miskolc)

Italie / Milan

- **Il Villaggio Solidale** (Village Solidaire)
- I rom di via **Rubattino** (Les Roms de la rue Rubattino)
- I rom di **via Novara** (les Roms de via Novara)

Roumanie / Targu Mures

- **Pata-Cluj** - Interventions sociales pour la déségrégation et l'inclusion sociale des groupes vulnérables de la région de Cluj Metropolis
- **Sepsi-Gal**
- Extension du réseau d'assainissement à Sangeorgiu de **Mures**

Espagne / Barcelone

- Programme d'intervention socio-éducative et de relogement -pour la communauté Rom de **Lleida**
- Projet de logement des Roms par la municipalité de **Cornellà et FAGiC**.

Principales caractéristiques des pratiques

- **Lieu** : Tous les projets sont mis en œuvre au niveau local, aucun d'entre eux ne couvre une zone géographique plus large (niveau régional ou national).
- **Le calendrier** : Un peu plus de la moitié des pratiques sélectionnées (8 projets) sont des projets en cours mais pas nouveaux, puisqu'ils sont en cours depuis plusieurs années, tandis que 6 pratiques sont déjà terminées.
- **Les acteurs** de la mise en œuvre sont divers, mais avec une dominance des acteurs non publics (civils, église ou privés) :
 - 3 pratiques sont gérées par des organisations civiles uniquement ; 5 programmes sont réalisés en collaboration avec des organisations civiles et ecclésiastiques, 5 projets sont réalisés en collaboration avec des acteurs publics (principalement la municipalité) et privés ou civils et 1 programme uniquement est mis en œuvre par un organisme public (une municipalité).
- Par conséquent, une **variété d'acteurs de financement** soutiennent ces initiatives :
 - La moitié des projets (7) sont financés par un mélange de fonds privés (y compris civils et ecclésiastiques) et publics (y compris l'UE).
 - L'autre moitié des projets (7) est financée par un seul type de financeur : 3 projets ne sont financés que par l'UE (ou les fonds norvégiens), 3 initiatives ne sont financées que par des fonds publics locaux (municipalité), et 1 programme n'utilise que des dons privés.
- **Objectifs** : Toutes les pratiques ont fixé des objectifs concrets et mesurables, avec un groupe cible clairement défini et presque toutes ont ciblé les Roms directement (un projet les a ciblés indirectement).
- **Complexité** : la plupart des programmes sélectionnés sont complets :
 - 12 d'entre eux traitent d'au moins deux autres domaines politiques (par exemple, l'emploi, l'éducation, les services de soins de santé, la lutte contre la discrimination) en plus du logement ;
 - 2 cabinets travaillent uniquement sur le domaine du logement

Champ d'application des pratiques

Nombre de bénéficiaires :

- ***Le nombre de personnes impliquées en tant que bénéficiaires dans les projets présentés dans les études de cas varie fortement.***
 - Certaines initiatives n'ont touché que quelques familles, par exemple, dans un Barcelone 8 familles ou le programme (non centré sur le logement) dans le petit village hongrois, Bag n'a pu améliorer la situation du logement que pour 47 familles (alors que beaucoup plus de familles reçoivent une aide complexe à l'intégration).
 - Les programmes les plus importants ont déjà soutenu 300 à 400 personnes (France, Italie ou Roumanie).
- ***La taille a des conséquences sur la qualité et les aspects coût-bénéfice de la prestation de services*** : dans le cas de petits projets, les familles et les personnes impliquées ont reçu une assistance intensive et personnalisée, tandis que dans le cas d'initiatives plus importantes, des services supplémentaires (tels que le développement de l'enfant, l'intégration sur le marché du travail) ont pu être fournis de manière plus rentable.

Cibler les Roms

- ***Chaque projet se concentrait exclusivement sur les familles roms***, mais dans deux cas hongrois, des familles non roms dans la même situation sociale que les Roms vivant dans le campement pouvaient également être incluses dans le programme.
- Malgré la cible rom explicite des pratiques, les ***mesures de tous les cas sélectionnés pourraient également couvrir les bénéficiaires non roms*** (ni locaux, c'est-à-dire non migrants), également (en tant qu'option, mais sans nécessairement les soutenir).
- Cependant, ***de manière surprenante, la participation des Roms à la préparation et à la prise de décision n'était pas typique dans ces projets.*** Il peut y avoir un certain nombre de raisons à cela, mais cette question n'a pas été abordée dans les études de cas ; elle pourrait faire l'objet d'un autre projet.

Travail préparatoire

Planification du projet :

- La préparation des pratiques sélectionnées varie considérablement.
- Dans deux cas, les projets ont été précédés d'une planification approfondie et scientifiquement fondée.
 - Dans un cas, il s'agissait d'une condition fixée par le financeur (UE) : La méthodologie CLLD (Community-Led Local Development), dans laquelle les stratégies de développement local sont préparées avec la participation des groupes d'action locaux, et les ressources, problèmes et acteurs locaux sont soigneusement évalués.

Évaluation du contexte social

- Le risque ou même l'expérience d'un accueil hostile de ceux qui quittent le camp ou la zone de ségrégation pour un nouveau quartier et une nouvelle communauté : il n'a été mentionné que par 4 projets, mais il s'agit d'un obstacle plus général à la réussite de ces projets.
 - les organisations devaient prendre des mesures pour atténuer les tensions en persuadant les habitants de réduire les préjugés à l'égard des Roms ou prendre des mesures (soins intensifs pour les familles) qui garantiraient une intégration plus harmonieuse des familles anciennement ségréguées dans la nouvelle communauté.

Implication des Roms

- Les bénéficiaires roms doivent également être préparés à la transition.
- Les parties prenantes roms ont été à peine impliquées dans la préparation des projets sélectionnés.

Diversité de la situation des ONG dans l'UE

- Les candidatures retenues pour les fonds (européens, nationaux ou locaux) doivent être basées sur un système d'évaluation prévisible et équitable et ne doivent pas être politiquement biaisées.

Planification financière

- Une partie de la phase préparatoire consiste à **fournir des ressources pour chaque projet**, ce qui est prévisible et valable à long terme.
 - Seuls quelques projets bénéficient d'un environnement de financement sûr et à long terme, notamment au niveau local ou régional (et uniquement dans les cas français et italien de notre échantillon).
 - Dans le cas des projets d'Europe de l'Est, la source de financement typique est le soutien des municipalités, complété en principe par des fonds de l'UE, car elles ne peuvent pas allouer de ressources importantes à ces projets. Cela est particulièrement vrai en Hongrie, où la marge de manœuvre budgétaire des collectivités locales n'a cessé de se réduire ces dernières années.
- La complexité de la planification des ressources et des projets est également renforcée par la **nature du développement à long terme**. Habituellement, les projets financés par l'UE sont conçus pour 2 à 3 ans au maximum. Cependant, un projet de logement réussi peut prendre de 5 à 8 ans jusqu'à ce que les familles concernées puissent être considérées comme intégrées avec succès et que leur situation de logement puisse s'améliorer.
- Les projets financés par l'UE sont souvent **perçus comme rigides en termes de règles administratives** du régime de subventions qui ne sont pas adaptées pour couvrir des coûts en constante évolution qui nécessitent une réponse immédiate. Ce problème peut être surmonté si le projet est mis en œuvre dans le cadre d'un consortium civil-église-état-municipalité et ne dépend pas uniquement des fonds de l'UE.

Stratégies et méthodologies de mise en œuvre

Complexité des domaines d'intervention

- Toutes les pratiques de logement des Roms sont des programmes très complexes ; aucune d'entre elles n'est une initiative de logement unidimensionnelle.
- L'aide au logement s'est vue attribuer partout des activités de développement adaptées aux besoins locaux, combinées aux éléments suivants :
 - Assurer l'éducation des enfants ;
 - Aide à l'obtention de documents d'identité ;
 - Initiatives d'intégration au marché du travail (formation professionnelle, recherche d'emploi, tutorat) ;
 - Améliorer l'accès aux prestations de soins de santé et l'état de santé des bénéficiaires.

Complexité de l'assistance

- Il doit être pris en compte lors de la planification du projet, au même titre que le statut social des familles qui est évalué au préalable, et l'ensemble du projet et du budget doit être planifié après la synthèse des plans de développement individuels, car l'évaluation et le développement individuels sont des parties indispensables de ces initiatives, même s'il existe de nombreuses identités dans la situation de ceux qui vivent dans des quartiers séparés.

Indépendance financière des bénéficiaires

- Une condition préalable à une intégration réussie, et donc au maintien du logement locatif acquis, est que les familles disposent d'un revenu du travail indépendant, car c'est la seule façon de garantir qu'elles sont en mesure de couvrir le coût du loyer à long terme (d'après les cas de Paris, Milan et Barcelone).

Innovation sociale et technique

(Village temporaire d'accueil à Orly)

Le problème du logement des personnes quittant la zone de ségrégation a été résolu grâce à des **maisons toutes prêtes**, à la construction desquelles les personnes vivant dans la ségrégation ont également participé. En plus du logement, ils ont également pu obtenir un emploi et un salaire.

"Le projet a été apprécié et a servi de source d'inspiration pour de nombreuses raisons :

- L'originalité des **logements auto-construits facilement démontables**.*
- Sa capacité à **combiner les objectifs environnementaux et sociaux**.*
- Le style de gouvernance et la logique du programme reconnaissent la **dignité** et la **capacité de travail** des Roms.*
- Il a réalisé un "village démontable" pour un logement temporaire d'urgence sans enfermer longtemps les bénéficiaires dans un abri totalement ségrégué et ethniquement homogène.*
- Toutes les familles concernées ont trouvé un **logement permanent** dans un logement social.*
- La formation professionnelle et l'insertion professionnelle ont été considérées comme aussi importantes que la scolarité des enfants.*
- La mobilisation de **jeunes volontaires internationaux** dans le processus de construction a créé des liens transnationaux originaux.*

Implication, réactions des riverains

Tensions dans les quartiers

- La relocalisation des Roms d'un milieu de vie ségrégué vers un milieu intégré entraîne souvent des tensions dues à la résistance de ceux qui y vivent déjà, notamment en Europe de l'Est
- Cette atmosphère pourrait facilement conduire à la conservation de zones ségréguées, à moins que les politiciens locaux ne s'engagent et ne soient suffisamment courageux pour chercher des solutions afin de briser la résistance des habitants.

→ il faut une **volonté politique** et des compétences méthodiques, comment convaincre la population majoritaire.

→ Ainsi, le groupe cible des programmes d'intégration du logement est constitué à la fois des **Roms et des non-Roms** vivant dans le même établissement.

Évaluation

- Les évaluations planifiées et systématiques étaient rares ; elles n'ont été réalisées que dans 3 projets (mais 8 projets sont toujours en cours) .
 - Dans 2 cas, il y a eu une analyse scientifique de l'intervention.
 - Une évaluation approfondie et basée sur l'**impact** a été réalisée principalement par les projets qui ont également utilisé des fonds de l'UE, mais moins dans le cas des organisations non gouvernementales et de Caritas - probablement en raison de l'absence de ressources dédiées.
- Aucun des projets sélectionnés n'a procédé à une évaluation systématique de l'impact sur la base de normes pré-développées, mais nous avons trouvé des **résultats concrets**, même si ce n'est généralement pas sous la forme d'indicateurs de suivi appropriés et quantitatifs (par exemple à Saint-Maur, en France).
- Malgré le fait que l'évaluation d'impact n'ait pas été réalisée par des évaluateurs externes et indépendants dans les pratiques sélectionnées, certains projets ont fourni un **rapport objectif et autoréflexif** basé sur une évaluation interne, qui a montré que les responsables de la mise en œuvre des projets de logement doivent être préparés à des échecs (partiels) et être suffisamment flexibles pour affiner ou même imposer des modifications plus importantes dans la mise en œuvre du projet si nécessaire (par exemple à Barcelone ou à Bag, en Hongrie)
 - Exemple : l'outil de gestion interne utilisé par Bagázs (Bag, Hongrie), qui conserve une base de données en ligne actualisée des activités des enfants impliqués et des opinions des mentors, qui peut également servir de base d'évaluation.

Partenariat

Tous les projets sauf un ont été mis en œuvre dans le cadre d'un consortium. L'efficacité des consortiums et des collaborations mixtes est évidente. Les avantages d'inclure ces acteurs sont :

Municipalité

- Un acteur municipal est essentiel pour aider à obtenir le soutien de la population locale, qui constitue la légitimité du projet.
- Le gouvernement local peut également fournir les conditions infrastructurelles nécessaires à la relocalisation. Ainsi, elle peut être d'une aide importante soit dans la désignation des appartements locatifs ou des propriétés à construire, soit dans la liaison avec les autorités locales.

Organisations civiles et caritatives

- Les ONG peuvent se charger du travail de terrain et du développement social, notamment dans les pays (Europe de l'Est) où le système d'aide sociale étatique-municipal n'a pas la capacité (humaine) suffisante pour mettre en œuvre un projet de cette envergure.
- Les ONG sont en mesure d'assurer la confiance dans la relation, car dans de nombreux cas, les familles concernées ne font pas confiance aux acteurs officiels, municipaux.
- Les ONG et les organisations caritatives disposent de leur propre budget, plus ou moins prévisible, ce qui, surtout avec certains financements de l'UE, peut offrir une marge de manœuvre importante pour obtenir des coûts qui ne sont pas éligibles dans le cadre des procédures de l'UE, qui ne sont pas inclus dans le budget ou qui n'étaient pas prévus plusieurs années auparavant lors de la phase préparatoire.

Acteurs externes

- Dans 5 cas, des intervenants ou partenaires externes ont été impliqués, qui ont apporté une aide significative dans la préparation du projet en connaissant et, si nécessaire, en évaluant avec précision le statut social et culturel des familles à impliquer, et en ayant le regard et la connaissance des mesures adéquates en cas de problème

Transparence et visibilité

Environ la moitié des projets des études de cas disposent d'un site Web qui fournit des informations détaillées sur les projets et les exécutants.

Davantage de matériel imprimé est disponible pour les projets achevés précédemment, mais les responsables de la mise en œuvre sont également prêts à fournir des informations supplémentaires.

Tous les partenaires impliqués dans le projet R-HOME sont ouverts à l'adaptation des solutions appliquées, et il est possible de contacter les organisations.

Canevas pour une stratégie de résorption des bidonvilles - la voie partenariale

1. Toutes les pratiques ont été mises en œuvre au sein d'un **consortium** : différents types d'entités (municipalités, ONG, église, acteurs académiques) forment une communauté de développeurs, qui a fourni la synergie nécessaire pour résoudre un problème social plutôt complexe.
2. Elle conduit également à une **diversification des sources de financement** qui inclut des systèmes de financement non rigides/flexibles (qui sont souvent fournis par des acteurs civils) pour répondre aux conditions changeantes et compenser la rigidité des fonds de l'UE.
3. Toutes les pratiques utilisaient une **approche globale / complexe**, c'est-à-dire qu'elles ont élargi leurs objectifs de développement et d'intégration et ne se sont pas limitées à fournir ou à améliorer le logement uniquement.
4. Les projets de développement ont été mis en œuvre avec une **planification approfondie** des services après avoir connu les bénéficiaires (familles et personnes à aider) qui est ensuite complétée par un travail social intensif pendant et après la mise en œuvre du projet.
5. Toutefois, cela signifie également qu'il n'est pas possible de reprendre des projets en soi déjà mis en œuvre ailleurs sans aucune adaptation, mais plutôt de **compiler les activités ou les méthodes** les plus efficaces à partir des projets utilisés avec succès.
6. La **durée** du programme doit être suffisamment **longue** pour atteindre les objectifs de logement et d'intégration, mais aussi pertinente du point de vue du financement.
7. L'**implication des personnes et de l'environnement non roms dans le quartier** où se déroule le processus de déségrégation est cruciale pour la réussite et la durabilité des projets de logement : une politique et des mesures antidiscriminatoires (par exemple, un déménagement par étapes, une prise en charge intensive des familles, le maintien du contact avec les voisins) sont essentielles dans un quartier mixte pour garantir la coopération plutôt que les conflits entre les différents groupes sociaux.

Canevas pour une stratégie de résorption des bidonvilles – phases et participation des bénéficiaires

PHASE 1 LA COMMUNAUTÉ LOCALE

1. Nomination du coordinateur de la résorption du bidonville
2. Cartographie des acteurs pertinents (stakeholders)
3. Création du groupe d'action locale (GAL)
4. Désignation du community organiser

PHASE 2 LE GROUPE D'ACTION LOCALE (GAL)

5. Le GAL se réunit
6. Le GAL analyse la situation existante
7. Le GAL commence à rédiger le plan d'action local (PAL).

ÉTAPE 3 LE PLAN D'ACTION LOCAL (PAL)

8. Le PAL est finalisé
9. Le PAL est discuté et approuvé par les autorités locales
10. Nomination de la Task Force
11. La task force met en œuvre les actions du PAL
12. Le GAL surveille la mise en œuvre correcte du PAL

PHASE 5 CAMPAGNE DE COMMUNICATION

13. La stratégie de communication est approuvée et mise en œuvre

PHASE 6 SUIVI ET DURABILITÉ

14. Nomination de l'agence de suivi (human rights monitoring)
15. Évaluation de l'impact du PAL
16. Remodulation des actions du PAL pour corriger les problèmes critiques

Vidéo 2

https://www.youtube.com/watch?v=O_nEZTUTfOY

Passer à l'action

- Problèmes à long terme.
- Pas “d'intégration”, mais logement et santé.
- Faire **coalition**.
- Réduction progressive d'une approche fragmentée, basée sur des projets.
- Travailler sur les **compétences des travailleurs sociaux**.
- Passer de “La discrimination est un problème mineur”, à “priorité ” dans la lutte aux discriminations.
- Ouvrir des “**arènes délibératives** ” pour proposer des changements, et discuter des problèmes dans les règles et les programmes discriminatoires.
- Renforcer la **résorption des bidonvilles** en lien avec la loi 31 mai 1990 sur l'habitat indigne.

La variété des instruments politiques est essentielle.

Face à de nombreux échecs, le laissez-faire apparaît comme une demande délirante, critiquant la discrimination institutionnelle.

Les OCB sur le terrain dans toutes les villes sont limitées en nombre et en unité mais revendiquent davantage de biens collectifs et de services sur mesure.

L'idée que les politiques publiques ne sont basées que sur l'expulsion, et qu'elles produisent la ghettoïsation et la reproduction du racisme est basée sur des preuves, mais peut produire des paradoxes.

Les Roms ne sont pas homogènes, de même que l'hostilité n'est pas constante et invariable.

Le fait de ne pas régir (de nombreuses questions liées aux) groupes roms n'offre pas une structure ouverte d'opportunités, mais ne fait qu'accroître une intégration subordonnée basée sur des stéréotypes racistes et l'absence de mécanismes de contraste.

Les crimes contre les Roms ne sont pas utilisés comme une ressource politique pour améliorer la qualité de l'élaboration des politiques. Ce qui n'est pas gouverné a un effet négatif sur le soutien de la coalition politique à ce qui est gouverné.

Le modèle émergent de non-interventionnisme n'est pas si convaincant et il n'est pas prouvé qu'il offre une quelconque pleine d'opportunités et de droits.

**Ravi de partager les matériaux où de présenter les résultats dans votre association
pour plus d'informations, n'hésitez pas à m'écrire :
tommaso.vitale@sciencespo.fr**

Cette recherche a été financée par le programme Droits, Égalité et Citoyenneté de l'Union européenne (2014-2020).

Le contenu de cette présentation ne représente que le point de vue de l'auteur et relève de sa seule responsabilité. La Commission européenne n'accepte aucune responsabilité quant à l'usage qui pourrait être fait des informations qu'il contient.



Cofinancé par
l'Union européenne